

EDITO: Mohamed TAMEGA

Notre département, géré par l'UMP et l'UDI, contraste largement avec le département du Val-de-Marne dirigé par une majorité de gauche PCF/FGD: 76 crèches départementales pour le second contre 0 pour le premier.

La gestion de la droite dans notre département est un immense massacre social qui, fort malheureusement, se poursuit encore avec les suppressions prévues de pas mal de services publics de proximité. Notre engagement pour ces départementales est construit sur des projets de politiques sociales et de solidarité qui mettront le conseil général au service des populations et ouvriront de larges espaces de démocratie participative et citoyenne où chaque citoyen et citoyenne sera associé aux décisions concernant sa vie.

L'exemple du département du Val-de-Marne est la démonstration qu'il est possible de réaliser les politiques très ambitieuses et audacieuses, celles qui répondent aux préoccupations bien légitimes des populations. La politique sociale et environnementale minimaliste de l'UMP-UDI au sein du conseil général n'a rien de fatale, mais c'est le résultat d'une volonté politique résolument destinée à enrichir davantage les plus riches et les plus grosses entreprises implantées dans notre département. Ce sont d'importantes subventions qui leur sont accordées par la majorité UMP/UDI au conseil général sans contrepartie significative pour l'emploi.

Un contexte très difficile: régression sociale au niveau local et menace de disparition des départements par les réformes territoriales au niveau national. La semaine dernière l'assemblée a voté la suppression de la clause de compétence générale pour les régions portée par le projet de loi relatif à la nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRE). Le vote de ce projet de loi fera perdre en septembre 2017 aux départements leurs compétences en matière de transports scolaires.

Cette réforme territoriale vient élargir le chantier que nous devons investir pour la défense des collectivités territoriales dans l'intérêt des populations et de la démocratie.



A NOTER SUR VOS AGENDAS

Infos de la semaine :

Commission propagande le 27 février à la préfecture des Yvelines.

Affaire HSBC :

Rassemblement jeudi 26 février à 18h 30 , au 103 avenue des Champs Elysées, Paris.

INFOS

COMMUNIQUE DU CONSEIL NATIONAL

Elections départementales 2015-02-15

**Contre la droite, l'extrême droite et l'austérité
L'espoir avec le Front de gauche et le PCF !**

Mobilisés contre la droite, l'extrême droite et l'austérité, choix actuel du gouvernement Valls et des institutions européennes, les candidates et candidats présenté-e-s ou soutenu-e-s par le Front de gauche sont présents dans plus de 76% des cantons de France métropolitaine.

Cela fait du Front de gauche la force de gauche la plus présente sur l'ensemble du territoire national. En tant que candidate et/ou candidat titulaire, les communistes sont parties prenantes de plus de 80% des binômes présentés par le Front de gauche. Le PCF contribue à plus de 57% des candidatures féminines de ces binômes.

Plus de 14% des candidatures soutenues ou présentées par le Front de gauche se fait dans le cadre de binôme avec des titulaires Europe écologie les Verts. 60% de ces binômes Front de gauche et écologistes inclus une ou un titulaire issu-e- des rangs du PCF.

Un quart des binômes du Front de gauche compte comme candidate et candidat, des femmes et des hommes issus des mouvements sociaux et de l'action citoyenne et associative. Le PCF tient à dénoncer les manipulations du ministère de l'intérieur qui sous couvert d'étiquetage administratif des binômes, minore le nombre de candidats du Front de gauche et du PCF en faisant disparaître les étiquettes politiques des candidats dans des catégories généralistes incertaines comme « divers gauche » ou « union de la gauche ».

Tout cela avec l'objectif inavoué de camoufler un possible recul du PS, de minimiser le score du Front de gauche et de survaloriser celui du FN. C'est pourquoi le PCF publiera ses propres totalisations nationales des forces politiques au lendemain du 1^{er} tour.

Ainsi dans tous les départements, notre peuple pourra compter des candidates et des candidats du Front de gauche en faveur d'un département utile à la vie quotidienne des populations, des candidates et des candidats de l'espoir d'ouvrir une perspective de changement à gauche.

